

Décharge 2016: budget général UE, Comité européen des régions

2017/2142(DEC) - 03/10/2018 - Acte final

OBJECTIF: octroi de la décharge au Comité des régions pour l'exercice 2016.

ACTE NON LÉGISLATIF: Décision (UE) 2018/1331 du Parlement européen concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2016, section VII - Comité des régions.

CONTENU : le Parlement européen a décidé de **donner décharge** au secrétaire général du Comité des régions sur l'exécution du budget du Comité pour l'exercice 2016.

La décision est accompagnée d'une résolution du Parlement européen contenant les observations qui font partie intégrante de la décision concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2016 (*se reporter au résumé daté du 18.4.2018*).

Le Parlement s'est félicité de la **bonne gestion financière** et de la prudence dont a fait preuve le Comité durant l'exercice 2016 tout en exprimant son adhésion au changement de paradigme réussi en faveur d'une budgétisation axée sur les performances dans la planification budgétaire. En 2016, le Comité disposait d'un budget approuvé d'un montant de **90.500.000 EUR**, dont 89.400.000 EUR de crédits d'engagement pour un taux d'utilisation de 98,7 %.

Le Parlement a mis l'accent sur l'importance de l'approfondissement de la **coopération entre le Comité et le Parlement**, sur la base de l'accord de coopération que ces institutions ont conclu. Il s'est également félicité de l'accord de coopération administrative conclu entre le Comité et le Comité économique et social européen, qui est entré en vigueur en 2016. Il a demandé que la stratégie du Comité renforce les liens avec le Parlement, mais aussi avec les autres institutions de l'Union, afin que les régions soient associées plus étroitement au processus législatif européen.

Le Parlement a déploré la diminution du nombre de femmes aux postes d'encadrement tout en saluant l'adoption d'une nouvelle stratégie quinquennale en faveur **de l'égalité des chances**. Il a appuyé l'organisation de **dialogues citoyens** et prôné une montée en puissance régulière de ces initiatives. Enfin, il a demandé de mettre en place de nouvelles mesures de rationalisation en ce qui concerne les traductions.